

A bas l'UE ! Aucune participation à son pseudo-parlement !

Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe, unis de leur plein gré

Les sociaux-démocrates et autres réformistes sont en train de battre le rappel pour l'Union européenne (UE) dans les prochaines élections au Parlement européen. Comme à l'accoutumée, le Parti social-démocrate allemand (SPD) prêche que « l'Europe est la solution ». Le fait même de faire campagne pour le Parlement européen et d'y participer est une trahison des intérêts de la classe ouvrière. Ce « parlement » n'est pas un parlement mais une tribune diplomatique. Il est utilisé par les impérialistes pour présenter frauduleusement leur consortium comme une union « libre » et « démocratique » des peuples qui transcende l'Etat-nation.

Notre tendance internationale s'est toujours opposée à l'UE et à l'organisation qui l'a précédée, la Communauté économique européenne (CEE), qui furent initialement mises sur pied comme appendice économique de l'OTAN, l'alliance militaire dominée par les Etats-Unis et dirigée contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. L'UE est aujourd'hui dominée par l'impérialisme allemand, et secondairement par la France. L'UE est un consortium d'Etats capitalistes dont le but est d'exploiter au maximum la classe ouvrière de chacun de ses pays et d'imposer la domination et l'assujettissement économiques des pays les plus pauvres tels que la Grèce, l'Irlande, le Portugal et les Etats membres d'Europe orientale, par les puissances impérialistes, y compris via son instrument financier, l'euro. L'UE est aussi conçue pour accroître la compétitivité des impérialistes européens contre leurs rivaux américain et japonais.

L'UE n'est pas un super-Etat mais une série de traités conclus par des Etats. Dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), V. I. Lénine a démasqué la notion utopique et réactionnaire d'« ultra-impérialisme » du social-démocrate Karl Kautsky, selon laquelle les puissances capitalistes pouvaient soi-disant dépasser leurs rivalités mutuelles en exploitant le monde en commun. Le capitalisme étant organisé sur la base d'Etats-nations spécifiques, c'est du pur kautskysme que d'imaginer un Etat bourgeois paneuropéen ou une monnaie commune stable. L'UE est soumise à des tensions permanentes provenant des intérêts nationaux divergents des impérialistes européens, qui menacent constamment de la déchirer en morceaux, et elle peut être brisée par la lutte des classes.

Participer au Parlement européen est contre les principes marxistes. Jusqu'en 1979, les délégués étaient nommés par les gouvernements de la CEE. L'élection directe des délégués, après 1979, n'a pas changé son caractère essentiellement diplomatique. Comme nous l'avons écrit dans le journal de notre section américaine il y a 40 ans, par rapport à la participation des pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié (SU) aux élections à l'europarlement, « A supposer que le conseil nord-atlantique de l'OTAN soit

constitué par voie d'élections directes ou que le Commonwealth britannique colonialiste mette en place un pseudo-parlement : est-ce que le SU chercherait à être représenté dans ces alliances impérialistes ? Nous ne pouvons que le présumer » (*Workers Vanguard* n° 233, 8 juin 1979).

La Ligue communiste internationale ne cherche pas à renégocier les termes et dispositions spécifiques de l'UE ; ce serait renforcer les illusions que l'UE peut être réformée dans l'intérêt de la classe ouvrière. Les dirigeants traîtres de la classe ouvrière propagent le mensonge d'une « Europe sociale », l'idée fausse que l'UE peut être un instrument de progrès social pour les travailleurs et les opprimés. Notre attitude face à l'UE est une opposition intransigeante : nous cherchons à la détruire par une lutte internationaliste prolétarienne. Nous nous battons pour des révolutions ouvrières sur tout le continent qui mèneront à des **Etats-Unis socialistes d'Europe, unis de leur plein gré**.

Les institutions de l'UE, y compris son « parlement », ne sont rien de plus que des organes pour réguler les termes de l'exploitation et de l'oppression de l'ordre capitaliste en Europe sous la direction de l'Allemagne. Les traités régulant l'UE représentent le rapport de forces entre les impérialistes eux-mêmes et entre les impérialistes et les pays dépendants opprimés. Le Parlement européen est un organe consultatif impotent qui bricole avec les traités négociés par les chefs des Etats membres de l'UE. Quel que soit le programme sur lequel est élu tel ou tel membre de ce « parlement », son rôle est d'être un représentant diplomatique d'un Etat capitaliste. Servir ainsi dans la négociation des traités réactionnaires implique nécessairement de prendre sa part de responsabilité dans leurs résultats.

Participer de quelque façon que ce soit au « parlement » de l'UE compromettrait l'indépendance de classe du prolétariat. Sur cette base-là, la LCI, par principe, ne donne pas de soutien électoral critique à nos opposants dans la gauche se présentant à ce « parlement ». Dans *la Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* (1920), Lénine faisait remarquer que les masses apprennent de leur expérience et pas simplement à partir de la propagande communiste. A l'époque, il conseilla vivement aux communistes de Grande-Bretagne d'aider à mettre le Parti travailliste au **gouvernement** afin que les masses puissent apprendre que les travaillistes étaient des traîtres à la classe ouvrière. La LCI a utilisé cette tactique quand cela était approprié. Cependant, on ne peut dénoncer des réformistes en les élisant au Parlement européen. Le fait même de se présenter signifie accepter le cadre de faire du bricolage avec le traité impérialiste de l'UE.

Comme la Société des Nations (SDN) d'antan (et les Nations Unies aujourd'hui), l'UE est une caverne de bri-

Pour contacter la Ligue trotskyste, section française de la Ligue communiste internationale :

☎ 01 42 08 01 49 – ✉ ltfparis@hotmail.fr – ✉ Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Suppl. au Bolchévik n° 227 - Dir. de publ.: X. Benoît - CP 0920 P 11506 - Imp. Tracts, 7 pl. Jussieu, 75005 Paris
Tract imprimé par des ouvriers relevant de la convention nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques

gands impérialistes et leurs victimes. Jusqu'en 1934, la caste bureaucratique stalinienne à Moscou et les partis communistes qui la soutenaient se sont opposés à la participation à la SDN. Quand le Kremlin changea de ligne en 1934 et y adhéra, ceci marqua le début de la politique de front populaire, basée sur l'invention d'une aile « progressiste » de l'impérialisme. Clouant au pilori la trahison de Staline, les trotskystes citèrent sa propre déclaration de 1927 dans *New International* (juillet 1934) à propos de la SDN :

« L'Union soviétique n'a pas l'intention de faire partie de ce camouflage des machinations impérialistes que représente la Société des Nations. La SDN est le lieu de rendez-vous des dirigeants impérialistes qui règlent leurs affaires en coulisses. Les thèmes que la SDN aborde officiellement ne sont que des phrases creuses destinées à tromper les travailleurs. Les affaires que poursuivent en coulisses les puissances impérialistes sont le véritable travail de l'impérialisme, que les éloquents orateurs de la Société des Nations couvrent hypocritement. »

L'UE est une alliance d'Etats qui sont *inégaux*, dans laquelle les Etats oppressifs impérialistes dominants subjuguent les pays opprimés plus pauvres. Elle tient grâce à la force et au chantage économiques qu'exercent les impérialistes les plus puissants. Un exemple est l'imposition de l'euro, qui a eu un effet dévastateur sur le niveau de vie des travailleurs et a profité au capitalisme allemand. Le contrôle sur sa monnaie est une composante clé de la souveraineté nationale. D'ordinaire, un pays débiteur peut obtenir un peu de répit et regagner de la compétitivité économique par la dévaluation. Mais ce n'est pas possible à l'intérieur de la zone euro.

Un article du *Financial Times* (11 mai 2014) intitulé « Comment l'UE a été sauvée » décrivait comment les impérialistes oppriment les pays dépendants au sein de l'UE. En 2011, lorsque le Premier ministre grec d'alors George Papandreou proposa d'organiser un référendum au sujet d'un plan de sauvetage financier, les puissances dominantes de l'UE s'unirent pour empêcher le référendum et organisèrent un coup d'état politique pour le remplacer. Le président français Nicolas Sarkozy, la chancelière allemande Angela Merkel, la directrice générale du FMI Christine Lagarde et les deux présidents de l'UE se rencontrèrent pour manigancer la façon de faire échec au référendum. Ils proposèrent un « gouvernement d'union nationale » avec à sa tête Lucas Papademos, un ancien vice-président de la Banque centrale européenne. Moins d'une semaine après, Papademos était investi. Il n'y eut aucune élection.

En juillet 2015, le gouvernement Syriza de la Grèce organisa un référendum sur l'acceptation d'un plan d'austérité supplémentaire de l'UE comme condition pour un autre plan de sauvetage financier. Quelque 60 pour cent de la population votèrent « non » infligeant une gifle retentissante à l'UE. Le Premier ministre Tsipras accepta ensuite un programme encore plus brutal de famine, de pauvreté et d'humiliation concocté par les maîtres de

l'UE. En réaction, nos camarades du Groupe trotskyste de Grèce (TOE) appellèrent à former des comités d'action ouvriers qui répudieraient cette capitulation, et répudieraient l'UE et l'euro. Le TOE expliqua que ces comités lutteraient pour des revendications telles que l'annulation de la dette ; des groupes ouvriers d'autodéfense contre les fascistes ; l'expropriation des banques, des services d'eau, de gaz et d'électricité et des ports ; pour un emploi pour tous grâce à la réduction de la semaine de travail sans perte de salaire. Ces revendications étaient liées à la nécessité de lutter pour « un gouvernement qui agisse dans l'intérêt des travailleurs et qui leur soit subordonné » (« Rejetez la capitulation de Syriza devant l'UE ! CA SUFFIT ! », le *Bolchévik* n° 213, septembre 2015).

Le Parti communiste de Grèce (KKE), seul parti ouvrier de masse du pays, joua un rôle traître en démobilisant la lutte au moment où cela compta. Le KKE refusa d'appeler à voter « non » au référendum. Ceci a prouvé la fausseté des prétentions du KKE comme opposant à l'UE. Le fait que le KKE se présente et participe au Parlement européen, ce pour quoi l'UE lui accorde d'importantes subventions, souligne sa subordination effective à l'UE et à l'ordre capitaliste européen.

Les dirigeants syndicaux traîtres et les partis ouvriers réformistes ont joué le rôle essentiel dans le soutien à l'UE et aux patrons capitalistes, comme l'illustre la « GroKo » (grande coalition) du SPD avec Merkel. La prédominance de l'Allemagne dans l'UE est due en grande partie au SPD. Le dernier gouvernement dirigé par le SPD avait introduit toute une série de « réformes » anti-ouvrières, y compris les lois Hartz IV et l'Agenda 2010, démantelant de nombreuses dispositions de protection sociale. Ceci mena directement à l'introduction d'un énorme secteur à bas salaires dans le pays, renforçant considérablement la compétitivité de la bourgeoisie allemande.

La section britannique de la LCI soutient le Brexit et a appelé à voter pour la « sortie » de l'UE dans le référendum de 2016. Au contraire, le dirigeant travailliste « de gauche » Jeremy Corbyn a trahi sa base ouvrière en faisant campagne contre le Brexit et, plus récemment, il s'est prononcé pour un deuxième référendum, au mépris du vote de la population. Dans une situation où les travailleurs d'Europe continuent à être en proie à l'austérité, le soutien servile qu'apportent les réformistes à l'UE a favorisé la croissance de l'extrême droite et des fascistes.

L'opposition de la LCI à l'UE et son « parlement » est prolétarienne, internationaliste et révolutionnaire. Pour construire une société libérée de la faim, du besoin et de l'oppression, il est nécessaire d'accomplir une série de révolutions socialistes qui exproprieraient les capitalistes, en particulier dans les centres impérialistes tels que l'Allemagne et les Etats-Unis, et créeront une économie planifiée internationale basée sur le pouvoir ouvrier. Ce qu'il faut faire, c'est construire des partis ouvriers révolutionnaires, sections d'une Quatrième Internationale reforgee, pour mener la classe ouvrière au pouvoir, en balayant le système capitaliste-impérialiste pourri.

– Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste),
le 21 avril 2019

Meeting-débat de la LTF

A bas l'UE ! Aucune participation à son pseudo-parlement !

Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe, unis de leur plein gré

Jeudi 16 mai à 19h30

Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
(Métro ligne 9, station Rue des Boulets)
Contact : 01 42 08 01 49 – ltfparis@hotmail.fr

ABONNEZ-VOUS AU BOLCHEVIK !

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist* - Europe : 4,50 € - Hors Europe : 6 € - Québec et Canada : 5 \$ (plus 2 numéros de *République ouvrière*)

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____ UE

Chèques : Société d'édition 3L - LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Québec et Canada – Chèques : Association des Editions Spartacist Canada
Les éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8